

Audience publique du 27 janvier 2020

Recours formé par
Monsieur ... et consort, ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42063 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 6 décembre 2018 par Maître Sonia De Sousa, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Diekirch, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Togo), de nationalité allemande, ainsi qu'au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Togo), de nationalité togolaise, demeurant actuellement à ... (Togo), tendant à l'annulation, sinon à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 10 septembre 2018 portant refus d'une autorisation de séjour en vue d'un regroupement familial ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 4 mars 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Sonia De Sousa déposé au greffe du tribunal administratif le 3 avril 2019 pour compte de Monsieur ... et de Monsieur ..., préqualifiés ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 29 avril 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision ministérielle déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Conny Müller, en remplacement Maître Sonia De Sousa, et Madame le délégué du gouvernement Christiane Martin en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 décembre 2019.

En date du 21 mars 2018, Monsieur ..., de nationalité allemande, introduisit auprès de la commune de Parc Hosingen, en application de l'article 4 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 », un engagement de prise en charge des frais de séjour et de retour de son fils, Monsieur ..., de nationalité togolaise, tout en mentionnant comme objet du séjour envisagé le terme de « regroupement familial ». Ledit engagement de prise en charge entra auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », le 23 avril 2018.

Par décision du 10 septembre 2018, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande avait été examinée sous

l'angle de l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008 et qu'elle avait été rejetée en application de l'article 101, paragraphe (1), point 1. de la même loi sur base des motifs et considérations suivants : « [...] Conformément à l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union, les descendants directs et les descendants directs du conjoint ou du partenaire visés au point b) de la même loi, qui sont âgés de moins de 21 ans ou qui sont à sa charge.

Or, force est de constater que Monsieur ... est âgé de plus de 21 ans et qu'il n'est pas établi qu'il est à votre charge. Les notifications de retrait « Western Union » versés à l'appui de votre demande ne pouvant être pris en considération, vu l'absence d'indication sur l'identité du destinataire de ces transferts d'argent.

Par ailleurs, je vous informe que le simple engagement du citoyen de l'Union de prendre en charge le membre de famille concerné ne suffit pas en soi à établir l'existence d'une dépendance.

Ainsi, à défaut de preuves d'une situation de dépendance réelle et structurelle entre vous et Monsieur ..., il ne peut bénéficier du droit de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'Union au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi modifiée du 29 août 2008 précitée.

À titre subsidiaire, il n'apporte aucune preuve qu'il satisfait aux conditions fixées à l'article 12, paragraphe (2) de la loi du 29 août 2008 précitée afin d'être considéré comme membre de famille d'un citoyen de l'Union.

À titre tout à fait subsidiaire, il n'est pas prouvé qu'il remplit les autres conditions afin d'obtenir une autorisation de séjour dont les catégories sont fixées à l'article 38 de la loi du 29 août 2008 précitée.

Par conséquent, l'autorisation de séjour est refusée à Monsieur ... en application de l'article 101, paragraphe (1), point 1. de la loi du 29 août 2008. [...] ».

Par requête déposée le 6 décembre 2018 au greffe du tribunal administratif, inscrite sous le numéro 42063 du rôle, Monsieur ..., ainsi que Monsieur ... ont fait introduire un recours tendant à l'annulation, sinon à la réformation de la décision ministérielle du 10 septembre 2018 précitée.

Dans la mesure où ni la loi du 29 août 2008, ni aucune autre disposition légale n'instaure un recours au fond en matière de refus d'un regroupement familial, respectivement d'une autorisation de séjour, seul un recours en annulation a pu être introduit en la présente matière. Le recours principal en annulation ayant, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi, il est à déclarer recevable.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation.

A l'appui de leur recours et en fait, les demandeurs expliquent que Monsieur ... est l'enfant du premier lit de Monsieur ... et que celui-ci est resté au Togo suite au départ de son père pour l'Allemagne en 2000. Ils précisent qu'en 2011, Monsieur ... aurait fait venir deux autres de ses enfants mineurs en Allemagne, mais que pour des raisons d'ordre familial, il

n'aurait pas pu faire venir Monsieur ..., ce qui ne l'aurait toutefois pas empêché de s'occuper de son fils resté au Togo.

Les demandeurs expliquent, ensuite, que leur demande aurait essentiellement pour objet de permettre à Monsieur ... de poursuivre ses études universitaires dans un environnement stable et propice à la réussite, ce qui ne serait pas le cas actuellement, alors qu'au Togo, le système éducatif serait perturbé depuis quelques années par de nombreuses grèves qui, parfois, se seraient transformées en émeutes.

Au vu de cette situation, Monsieur ... aurait non seulement peur que son fils n'accumule du retard dans ses études, mais il craindrait également pour sa sécurité.

Ils précisent ensuite que s'il était vrai que les notifications de retrait « Western Union » versées à l'appui de leur demande ne contiennent pas d'indication sur l'identité du destinataire des transferts d'argent, il n'en resterait pas moins qu'il s'agirait d'une erreur matérielle intervenue lors du dépôt de la demande. Ils insistent, à cet égard, sur le fait que, dans le cadre de leur recours, ils fourniraient les preuves de versements effectués via « Western Union » soit directement en faveur de Monsieur ..., soit indirectement en faveur de celui-ci par l'intermédiaire de Monsieur ..., fils aîné de la défunte sœur de Monsieur ..., ou de Monsieur ..., grand cousin de Monsieur Ils ajoutent fournir des attestations testimoniales émanant de ces mêmes personnes reconnaissant avoir reçu des versements via « Western Union » pour compte de Monsieur Ils insistent, finalement, sur le fait qu'ils verseraient également une attestation de non-ressources établie par les autorités togolaises en date du 7 novembre 2018 et qui certifierait que Monsieur ... ne dispose pas de ressources pour subvenir à ses propres besoins, faute d'exercer une quelconque activité lucrative.

En droit, les demandeurs sollicitent tout d'abord l'annulation de la décision litigieuse pour erreur manifeste d'appréciation, excès de pouvoir et violation de la loi, en insistant sur le fait que Monsieur ... vivrait dans des conditions difficiles au Togo et qu'il ne pourrait pas subvenir à ses besoins sans le soutien économique régulier mis en place par son père. Il serait donc bien à considérer comme un descendant à charge au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008, puisqu'il ne serait, par ailleurs, pas contesté que son père est de nationalité allemande et qu'il remplit les conditions d'un séjour régulier au Luxembourg, de sorte à devoir être considéré comme un citoyen de l'Union au sens de l'article 6 de la loi du 29 août 2008.

En se référant à deux jurisprudences de la Cour de Justice des Communautés européennes, ils mettent en avant que la notion de dépendance économique à l'égard d'un ressortissant communautaire impliquerait qu'il existe un besoin réel de soutien financier ou autre qui soit satisfait de manière répétée par les membres de la famille établis dans l'Etat membre.

A cela s'ajouterait que l'article 12 de la loi du 29 août 2008 se limiterait à imposer que le descendant, âgé de plus de 21 ans, y visé, soit « à charge », sans autrement préciser la portée exacte de cette notion, que ce soit quant au degré de dépendance financière requise ou encore quant au moment auquel il y a lieu d'avoir égard pour déterminer si l'intéressé est réputé être à charge, les demandeurs soulignant qu'afin d'interpréter la notion de descendant « à charge », il y aurait lieu de se référer notamment aux travaux parlementaires de la loi du 29 août 2008.

Ils estiment, en tout état de cause, que les transferts réguliers de sommes d'argent importantes effectués par le père prouveraient que le soutien matériel fourni par celui-ci à son fils étaient nécessaires, voire même indispensables pour permettre à celui-ci de subvenir à ses besoins de base dans son pays d'origine.

Ils ajoutent que ce serait pour éviter que l'éloignement familial ne constitue une entrave à l'exercice de la liberté de circulation que les membres de famille se verraient reconnaître des droits découlant de leur qualité de membres de la famille du citoyen européen et que le législateur européen aurait justement voulu préserver l'unité de la cellule familiale « *sans préjudice* » des discriminations fondées sur la nationalité.

Les demandeurs sont, en tout état de cause, d'avis qu'ils auraient prouvé à suffisance la qualité de membre de famille « *à charge* » dans le chef de Monsieur ..., de sorte que ce serait à tort que le ministre aurait considéré qu'il ne ferait pas partie du ménage de son père.

La partie étatique conclut, quant à elle, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Elle réfute plus particulièrement que Monsieur ... puisse être considéré comme étant un descendant « *à charge* » au sens de l'article 12 de la loi du 29 août 2008.

Pour ce qui est plus particulièrement de l'attestation de non-ressources du 7 novembre 2018 et de l'extrait de transfert de « Western Union » au bénéfice de Monsieur ... du 3 octobre 2018, la partie étatique demande que ces pièces soient écartées des débats pour concerner une situation factuelle postérieure au jour de la prise de la décision litigieuse.

En ce qui concerne ensuite les transferts via « Western Union » au profit des Messieurs ... et ..., elle relève que les attestations testimoniales de ces derniers ne seraient ni signées, ni datées et qu'elles ne comporteraient, par ailleurs, aucun détail concernant les transferts d'argent. Comme elles auraient été rédigées de manière identique, elles donneraient l'apparence d'avoir été rédigées uniquement pour les besoins de la cause et ne devraient, en tout état de cause, pas être prises en considération par le tribunal pour apprécier la légalité de la décision litigieuse.

Pour ce qui est des transferts d'argent opérés au profit de Monsieur ..., la partie étatique fait valoir qu'un seul transfert datant du 27 mars 2018 et portant sur un montant de 300.- euros aurait été effectué avant l'introduction de la demande de regroupement familial. Comme tous les autres transferts auraient été effectués après l'introduction de cette demande, et donc *in tempore suspecto*, à défaut d'établir qu'un soutien financier a également eu lieu et était nécessaire avant cette demande, le fait d'avoir procédé à des virements après la demande litigieuse ne serait pas de nature à prouver un lien de dépendance mais tout au plus un soutien financier au profit de Monsieur

A cela s'ajouterait que même si les demandeurs avaient versé une quittance du 1^{er} décembre 2017 renseignant le paiement de frais d'études auprès de l'Université de Lomé, aucune pièce en relation avec les dépenses courantes supportées par Monsieur ... dans sa ville de résidence ne serait versée au dossier pour documenter les besoins de sa vie courante.

Il s'ensuivrait qu'il n'existerait pas de dépendance réelle et structurelle en l'espèce et qu'en conséquence, Monsieur ... ne pourrait pas être considéré comme une personne à charge au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008.

La partie étatique réfute, finalement, toute violation par la décision litigieuse du droit au respect de la vie privée et familiale des demandeurs à défaut pour ceux-ci d'avoir développé leur moyen. A titre subsidiaire, elle donne à considérer qu'il ne serait de toute façon pas établi qu'une quelconque vie familiale effective aurait existé entre les demandeurs au sens de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH). A cela s'ajouterait que Monsieur ... resterait en défaut d'invoquer des éléments supplémentaires de dépendance tels que requis par la jurisprudence des juridictions administratives et que, par ailleurs, sa mère et ses cinq frères et sœurs se trouveraient également au Togo.

Dans leur mémoire en réplique et en fait, les demandeurs insistent sur le fait que Monsieur ... aurait quitté le Togo en 2000 et que Monsieur ..., qui est resté au Togo, aurait été abandonné par sa mère en 2001 lorsque celle-ci se serait remariée. Après avoir été abandonné à l'âge de six ans par sa mère, ce serait la famille de son père qui l'aurait recueilli et plus particulièrement la tante de celui-ci, en l'occurrence, la mère de Monsieur Ils ajoutent que Monsieur ... serait le fils unique de la défunte sœur du père de Monsieur ... et que suite au décès de sa mère et face aux difficultés rencontrées pour poursuivre ses études dans sa ville natale, Monsieur ... se serait également installé en 2001 dans la famille de Monsieur

Ils précisent que la mère de Monsieur ... n'aurait pas de carte d'identité, ce qui expliquerait que les versements d'argent par le biais de « Western Union » n'auraient pas pu être faits à son nom au titre de frais d'entretien et d'éducation pour Monsieur La seule façon pour Monsieur ... de faire parvenir des fonds destinés à l'entretien et à l'éducation de son fils aurait dès lors été celle d'effectuer des virements en faveur de Monsieur ... et ensuite également en faveur de Monsieur

Ils expliquent encore que s'il était vrai que Monsieur ... avait fait état de cinq frères et sœurs, ceux-ci vivraient toutefois tous au Luxembourg avec son père. Ils précisent que deux de ses sœurs seraient nées au Togo d'une seconde relation du père, tandis que les autres frères et sœurs seraient issus de la relation du père avec Madame ..., de nationalité togolaise, avec laquelle il se serait marié en avril 2015 après avoir vécu en concubinage depuis 2010. Ils ajoutent que les deux sœurs nées au Togo auraient rejoint leur père pendant leur minorité au Luxembourg dans le cadre d'une demande de regroupement familial, tout en soulignant que la raison pour laquelle Monsieur ... n'aurait, à ce moment-là, pas fait venir également Monsieur ... au Luxembourg résiderait dans le fait que celui-ci aurait été inscrit en deuxième année secondaire et que son père n'aurait pas voulu perturber sa scolarité.

Les demandeurs insistent sur le fait que bien que la famille ... soit une famille recomposée, leurs liens resteraient très forts.

En droit, ils soulignent que Monsieur ... devrait être considéré comme étant un descendant à charge au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008, en mettant en avant que son lien de dépendance à l'égard de son père serait corroboré par les différentes pièces versées aux débats, à savoir les extraits de virements « Western Union » effectués régulièrement par le père soit directement à son fils, soit par l'intermédiaire de Messieurs ... et ..., du chef de prise en charge des frais d'éducation et d'entretien de son fils, tout en insistant sur le fait que le nombre de virements effectués avant l'introduction de la demande de regroupement familial se chiffrerait à 18.

Ils ajoutent qu'outre les virements dont ils pourraient fournir la preuve matérielle, de nombreux autres virements auraient été effectués depuis l'année 2000, mais qu'il leur serait impossible de se procurer la preuve de ceux-ci.

Les demandeurs donnent, à cet égard, à considérer que si le tribunal devait estimer que les extraits des virements « Western Union » effectués au bénéfice de Monsieur ... au cours de la période allant d'avril à octobre 2018 étaient à écarter pour viser une situation factuelle postérieure au jour de la prise de décision, il n'en resterait pas moins que d'autres éléments du dossier permettraient d'établir à suffisance de droit l'existence d'un lien de dépendance réel et structurel de Monsieur ... à l'égard de son père.

Ainsi, pour ce qui est des attestations testimoniales émanant de Messieurs ... et ..., les demandeurs insistent sur le fait que leur contenu correspondrait à la réalité et qu'il serait corroboré par les extraits des transferts d'argent effectués au profit de ces deux personnes. A cela s'ajouterait que les deux attestations seraient bien datées et signées et que ce ne serait que par mégarde que les deuxièmes pages n'auraient pas été jointes au recours.

En ce qui concerne la demande étatique à voir écarter des débats l'attestation de non-ressources du 7 novembre 2018, les demandeurs font valoir que cette attestation ne viendrait que confirmer une réalité factuelle ayant déjà existé au moment de la prise de la décision ministérielle, à savoir que Monsieur ... est et aurait été étudiant et qu'il n'aurait disposé d'aucune ressource financière. En tant que telle, ladite attestation serait à prendre en considération.

Les demandeurs ajoutent que la quittance du 1^{er} décembre 2017 renseignant le paiement de frais d'études auprès de l'Université de Lomé ne serait pas autrement critiquée et qu'elle établirait que sans le soutien financier effectif de son père, Monsieur ... ne pourrait pas subvenir à ses besoins élémentaires dans son pays d'origine.

Au vu de toutes ces considérations, les demandeurs sont d'avis qu'ils auraient démontré à suffisance une dépendance réelle et structurelle, de sorte que Monsieur ... devrait être considéré comme étant à charge de son père au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008 et ce, tant avant l'introduction de la demande de regroupement familial qu'au moment de l'introduction de celle-ci, de même qu'actuellement.

Ils se réfèrent encore à un jugement du tribunal administratif du 14 juillet 2017, n° 38573 du rôle, dans lequel le recours introduit contre une décision de refus de regroupement familial aurait été déclaré justifié sur base de pièces semblables à celles qu'ils versent, à savoir la preuve de transferts d'argent effectués par l'intermédiaire d'une tierce personne pour subvenir aux besoins de la personne à charge, de même qu'une attestation de cette tierce personne déclarant percevoir des sommes d'argent pour la personne à charge.

Ils expliquent ensuite que si, au Luxembourg, il était facile de documenter ses besoins de la vie courante par des quittances ou d'autres moyens, tel ne serait pas le cas au Togo. Même s'il lui était matériellement impossible de documenter les frais auxquels il doit faire face, il n'en resterait pas moins que Monsieur ... devrait bien se nourrir, se vêtir, se soigner, se loger comme toute autre personne, mais ce, avec le soutien financier de son père.

Ils insistent, finalement, sur le fait qu'ils se seraient limités à joindre à leur demande de regroupement familial les pièces qui auraient été renseignées sous la partie « *Documents à*

joindre » du formulaire d'engagement de prise en charge dans l'hypothèse où le descendant est âgé de plus de 21 ans. Or, ils font valoir que s'ils avaient su au préalable qu'ils devraient se prévaloir d'autres documents que ceux énumérés dans ledit formulaire, ils les auraient joints à leur demande. Il relèverait dès lors de la mauvaise foi de leur reprocher un manque de preuve et ce, alors même qu'à la base, le ministère indiquerait qu'il faudrait simplement prouver deux choses, à savoir le soutien financier et la scolarité du descendant, preuves qui auraient été rapportées en l'espèce.

Enfin, les demandeurs réitèrent que la décision litigieuse violerait leur droit à une vie privée et familiale, en faisant valoir que même si Monsieur ... avait émigré en Allemagne, puis au Luxembourg, il aurait toujours veillé à entretenir des liens forts et réguliers avec son fils, de même qu'il aurait veillé à ce que ce dernier entretienne des liens étroits avec ses frères et sœurs vivant au Luxembourg. Ainsi, à côté de contacts téléphoniques journaliers avec son fils, Monsieur ... profiterait de chaque occasion pour se rendre au Togo, ce qui se dégagerait d'ailleurs des clichés photographiques, ainsi que des billets d'avion versés en cause. Il s'ensuivrait que l'absence de cohabitation entre les demandeurs depuis près de 19 ans ne serait pas suffisante pour conclure à l'absence d'existence dans leur chef d'une famille digne de protection.

Les demandeurs concluent que le refus de faire droit à leur demande de regroupement familial porterait une atteinte disproportionnée à leur droit fondamental à une vie privée et familiale tel que consacré par l'article 8 de la CEDH, tout en insistant sur le fait que l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008 ne poserait pas comme condition la préexistence d'une vie familiale, mais exigerait seulement que le regroupé soit un descendant « à charge ».

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique fait tout d'abord remarquer que l'affirmation des demandeurs suivant laquelle Monsieur ... aurait été abandonné par sa mère en 2001 et qu'il aurait été recueilli par la famille de son père, resterait à l'état de pure allégation pour n'être documentée par aucune pièce versée en cause.

A cela s'ajouterait que les demandeurs resteraient toujours en défaut de prouver l'existence d'une vie familiale effective entre eux au sens de l'article 8 de la CEDH, la partie étatique relevant que les photographies et billets d'avion versés en cause attesteraient uniquement qu'ils se seraient vus en 2012, 2015 et 2017. Or, même à admettre l'existence de liens affectifs entre les demandeurs, il s'agirait de liens normaux caractérisant les relations d'une personne adulte avec sa famille, sans toutefois que les demandeurs ne rapportent la preuve d'éléments supplémentaires de dépendance du fils à l'égard de son père, preuve qui serait pourtant nécessaire pour invoquer le droit consacré à l'article 8 de la CEDH.

A titre liminaire, le tribunal relève que les demandeurs n'ont formulé aucun moyen par rapport aux affirmations du ministre suivant lesquelles il n'est satisfait à aucune des conditions fixées à l'article 12, paragraphe (2), de la loi du 29 août 2008 pour que Monsieur ... puisse être considéré comme membre de famille d'un citoyen de l'Union, ni à aucune condition permettant à celui-ci de bénéficier d'une autorisation de séjour dont les catégories sont énumérées à l'article 38 de la loi du 29 août 2008, de sorte que ces volets de la décision n'ont pas à être examinés par le tribunal.

Il y a, ensuite, lieu de relever qu'aux termes de l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008 : « *Sont considérés comme membres de la famille : [...] c) les descendants*

directs et les descendants directs du conjoint ou du partenaire visé au point b) qui sont âgés de moins de 21 ans ou qui sont à charge [...] ».

Les conditions du droit de séjour des membres de la famille d'un ressortissant de l'Union européenne sont énumérées à l'article 13 de la loi du 29 août 2008 en vertu duquel : *« (1) Sans préjudice des dispositions concernant les documents de voyage applicables aux contrôles aux frontières, telles qu'elles résultent de conventions internationales et de la réglementation communautaire, les membres de la famille définis à l'article 12, qui sont ressortissants d'un pays tiers et qui accompagnent ou rejoignent le citoyen de l'Union, ont le droit d'entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et d'y séjourner pour une période allant jusqu'à trois mois s'ils sont munis d'un passeport en cours de validité et le cas échéant du visa requis pour l'entrée sur le territoire. »* et à l'article 15 de la même loi aux termes duquel *« (1) Pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois, les membres de la famille du citoyen de l'Union doivent soit se faire enregistrer, s'ils sont eux-mêmes citoyens de l'Union, soit, s'ils sont ressortissants d'un pays tiers, faire une demande de carte de séjour, dans les trois mois suivant leur arrivée, auprès de l'administration communale du lieu de leur résidence, d'après les modalités à déterminer par règlement grand-ducal, et ce sans préjudice des réglementations existantes en matière de registre de la population. ».*

Il se dégage des dispositions qui précèdent que l'octroi d'une autorisation de séjour aux fins d'un regroupement familial d'un membre de famille d'un ressortissant de l'Union européenne est conditionné, dans le chef du membre de la famille faisant l'objet du regroupement tel que visé à l'article 12 précité, par la circonstance d'être soit âgé de moins de 21 ans, soit d'être à la charge du regroupant.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le père de Monsieur ... est de nationalité allemande et qu'il demeure légalement au Luxembourg, de sorte que Monsieur ... est à considérer comme descendant direct d'un citoyen de l'Union européenne au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008.

Les parties sont toutefois en désaccord sur la question de savoir si Monsieur ... est à considérer comme étant « à charge » de son père au sens de l'article 12 précité, alors qu'il est âgé de plus de 21 ans.

A cet égard, il convient de relever que l'article 12 de la loi du 29 août 2008 se limite à imposer que le descendant âgé de plus de 21 ans y visé soit « à charge », sans autrement préciser la portée exacte de cette notion que ce soit quant au degré de dépendance financière requis ou encore quant au moment auquel il convient d'avoir égard pour déterminer si l'intéressé est réputé être à charge.

Afin d'interpréter la notion de descendant « à charge », il convient de se référer notamment aux travaux parlementaires de la loi du 29 août 2008 selon lesquels on entend par « être à charge » *« le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant [...] ». La preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme*

établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci (CJCE du 9 janvier 2007, affaire C-1-05).¹».

Il en résulte que la notion de « *à charge* » est à entendre en ce sens que le membre de la famille désireux de bénéficier d'un regroupement familial dans le cadre de l'article 12 de la loi du 29 août 2008 doit avoir besoin du soutien matériel du regroupant à un tel point que le soutien matériel fourni est nécessaire pour subvenir aux besoins essentiels dans le pays d'origine de l'intéressé, ou de son Etat de provenance.

En ce qui concerne le moment auquel il convient d'avoir égard pour apprécier si le regroupé se trouve dans une situation de dépendance pour être considéré « *à charge* » au sens de l'article 3, paragraphe (2), de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE)² a relevé que l'objectif de cette disposition consiste, ainsi qu'il découle du considérant 6 de cette directive, à « *maintenir l'unité de la famille au sens large du terme* », en favorisant même l'entrée et le séjour des personnes qui ne sont pas incluses dans la définition de membre de la famille d'un citoyen de l'Union contenue à l'article 2, point 2, de la directive 2004/38/CE, mais qui entretiennent néanmoins avec un citoyen de l'Union des liens familiaux étroits et stables en raison de circonstances factuelles spécifiques, telles qu'une dépendance économique, une appartenance au ménage ou des raisons de santé graves. Tout en admettant que de tels liens peuvent exister sans que le membre de la famille du citoyen de l'Union ait séjourné dans le même Etat que ce citoyen ou ait été à la charge de ce dernier peu de temps avant ou au moment où celui-ci s'est installé dans l'Etat d'accueil, la CJUE a souligné que la situation de dépendance doit, en revanche, exister au moment où il demande à rejoindre le citoyen de l'Union dont il est à la charge.

Force est de constater qu'afin d'établir que Monsieur ... a besoin du soutien financier de son père pour subvenir à ses besoins essentiels au Togo, les demandeurs s'appuient en substance sur des preuves de versements d'argent plus ou moins réguliers opérés entre 2011 et 2018 par Monsieur ... au profit des dénommés ... et ..., ainsi qu'au profit de son fils, de même que sur une attestation de non-ressources émise le 7 novembre 2018 par le Président de la Délégation Spéciale de la commune de Lomé et sur une fiche d'inscription de Monsieur ... à l'Université de Lomé.

C'est tout d'abord à bon droit que la partie étatique demande que l'attestation de non-ressources émise le 7 novembre 2018, de même que la preuve d'un versement effectué le 3 octobre 2018 au profit de Monsieur ... soient écartées des débats pour être postérieures à la décision ministérielle entreprise.

Le tribunal se doit, en effet, de rappeler que saisi d'un recours en annulation, l'analyse du juge administratif ne peut se rapporter qu'à la situation de fait et de droit telle qu'elle s'est présentée au moment de la prise de la décision déferée. En effet, le juge de l'annulation ne peut porter son analyse ni à la date où il statue, ni à une date postérieure au jour où la décision déferée a été prise³. Il s'ensuit que l'attestation de non ressources émise le 7 novembre 2018, de même que le virement intervenu le 3 octobre 2018, soit postérieurement à la décision du 10 septembre 2018 ne sauraient être pris en considération dans le cadre de l'examen de la légalité

¹ Doc. parl. N°5802, commentaire des articles, p.61.

² CJUE, arrêt de la Grande Chambre du 5 septembre 2012, numéro C-83/11 du rôle.

³ Cour adm. 20 juin 2019, n°42501C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

de la décision ministérielle litigieuse, dès lors qu'il s'agit de faits postérieurs et non pas, comme le soutiennent les demandeurs, de faits simplement non communiqués à l'administration, mais qui néanmoins ont existé au moment où la décision a été prise⁴.

Pour ce qui est ensuite des versements d'argent qui ont été opérés par Monsieur ... entre 2011 et 2018, il y a tout d'abord lieu de constater qu'il n'a effectué aucun virement au profit de son fils avant d'avoir introduit, en date du 21 mars 2018, auprès de la commune de Parc Hosingen, le formulaire d'engagement de prise en charge des frais de séjour et de retour de son fils, le premier versement en faveur de Monsieur ... n'étant, en effet, intervenu que le 27 mars 2018. Tous les autres versements qui ont été effectués avant le 21 mars 2018 ont été adressés non pas à Monsieur ..., mais aux dénommés ... et ..., qui seraient respectivement l'oncle maternel et le grand cousin de Monsieur ... vivant sous le même toit que celui-ci avec la mère de Monsieur ... qui aurait, quant à elle, recueilli en 2001 tant Monsieur ... que Monsieur

Or, s'il peut être admis que pendant la minorité de Monsieur ..., soit jusqu'en novembre 2013, des versements de sommes d'argent destinées à son éducation et à son entretien aient été adressés non pas à lui directement, mais à des membres de sa famille ayant atteint leur majorité, la seule explication plausible pour justifier qu'après avoir atteint sa majorité, tous les versements effectués avant l'introduction, en date du 21 mars 2018, de l'engagement de prise en charge des frais de séjour et de retour, l'aient été au profit d'autres membres de la famille avec lesquels Monsieur ... a habité et continue d'habiter, est celle que l'argent en question était destiné à bénéficier à toute la famille au sein de laquelle vit Monsieur ... au Togo depuis 2001 et non pas exclusivement à celui-ci pour subvenir à ses propres besoins essentiels.

Le fait d'avoir commencé à effectuer des versements directement en faveur de Monsieur ... seulement après l'introduction de l'engagement de prise en charge auprès de la commune de Parc Hosingen ne permet dès lors pas d'établir un lien de dépendance financière dans le chef de celui-ci à l'égard de son père. Cette conclusion s'impose d'autant plus que Monsieur ... a, parallèlement, continué à verser de l'argent également à Monsieur ..., en l'occurrence 90.- euros, le 18 août 2018 et 305.- euros, le 4 septembre 2018.

Les constats qui précèdent ne sont pas infirmés par les attestations testimoniales versées en cause qui ne permettent, en effet, pas de conclure à l'existence d'un lien de dépendance financière de Monsieur ... à l'égard de son père, mais qui démontrent tout au plus que Monsieur ... soutient depuis des années financièrement la famille qui a recueilli son fils.

Au vu des considérations qui précèdent, il doit être admis que si les versements effectués au cours des dernières années par Monsieur ... établissent certes l'existence d'un certain soutien financier dans le chef de Monsieur ... et de la famille paternelle au sein de laquelle il vit, ils ne sont toutefois pas suffisants pour considérer que celui-ci se trouve à charge de son père au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008 et plus particulièrement pour établir que, sans ce soutien financier, il ne pourrait pas subvenir à ses besoins essentiels au Togo par ses propres moyens.

Ce constat s'impose d'autant plus qu'il ne se dégage d'aucun élément soumis au ministre quels sont exactement les besoins personnels auxquels Monsieur ... ne pourrait pas faire face au Togo sans l'aide de son père, la seule fiche d'inscription à l'université étant, en tout état de cause, insuffisante à cet égard, étant relevé que même si son père devait avoir payé

⁴ idem.

les frais d'inscription, ce qui ne se dégage toutefois même pas des pièces du dossier, cet état de fait ne permettrait pas non plus d'établir l'existence d'un lien de dépendance réelle et structurelle dans le chef de Monsieur ... au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c), de la loi du 29 août 2008.

Au vu des considérations qui précèdent, il y a lieu de retenir qu'il ne ressort pas à suffisance des éléments du dossier à la disposition du tribunal que Monsieur ... était au moment de l'introduction de la demande de regroupement familial tributaire du soutien financier de son père pour couvrir les frais incompressibles relatifs aux besoins primaires de la vie et que, de ce fait, il pourrait être considéré vis-à-vis de son père dans un lien de dépendance économique tel qu'il puisse être qualifié comme étant à sa charge.

Il se dégage partant de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit et sans commettre une erreur d'appréciation, ni excéder ses pouvoirs que le ministre a retenu que le demandeur ne peut pas être considéré comme remplissant les conditions légales pour pouvoir bénéficier d'un regroupement familial au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008.

Cette conclusion n'est pas ébranlée par l'invocation, par les demandeurs, d'une violation par la décision ministérielle déférée de l'article 8 de la CEDH en ce que la décision litigieuse les priverait de l'unité familiale à laquelle ils pourraient prétendre sur base dudit article 8 aux termes duquel : « 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. ».

A cet égard, il convient de relever qu'en matière d'immigration, le droit au regroupement familial consacré par l'article 8 de la CEDH est reconnu s'il existe des attaches suffisamment fortes avec l'Etat dans lequel le noyau familial entend s'installer, consistant soit en des obstacles rendant difficile de quitter ledit Etat d'accueil ou s'il existe des obstacles rendant difficile de rester ou de s'installer dans l'Etat d'origine.

Cependant, l'article 8 de la CEDH ne saurait s'interpréter comme comportant pour un Etat contractant l'obligation générale de respecter le choix par les membres d'une famille de leur domicile commun et d'accepter l'installation d'un membre non national d'une famille dans le pays. En effet, l'article 8 de la CEDH ne garantit pas le droit de choisir le lieu le plus approprié pour développer une vie familiale et il faut des raisons convaincantes pour qu'un droit de séjour puisse être fondé sur cette disposition.

Concernant plus particulièrement l'hypothèse de personnes adultes désireuses de venir rejoindre un membre de leur famille dans le pays d'accueil, elles ne sauraient être admises au bénéfice de la protection de l'article 8 de la CEDH, qui peut s'étendre également à des frères et sœurs, que lorsqu'il existe des éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens

affectifs normaux qui caractérisent les relations d'une personne adulte avec sa famille d'origine⁵.

A cet égard, il convient de relever que la notion de vie familiale ne se résume pas uniquement à l'existence d'un lien de parenté, mais requiert un lien réel et suffisamment étroit entre les différents membres dans le sens d'une vie familiale effective, c'est-à-dire caractérisée par des relations réelles et suffisamment étroites parmi ses membres, et existantes, voire préexistantes à l'entrée sur le territoire national et que le but du regroupement familial est de reconstituer l'unité familiale, avec impossibilité corrélatrice pour les intéressés de s'installer et de mener une vie familiale normale dans un autre pays.

Or, si les demandeurs font état de leurs liens affectifs qui auraient été et seraient toujours entretenus par le biais de visites régulières par le père et la famille de celui-ci au Togo, de même que par des contacts téléphoniques journaliers, force est de constater, outre le fait que l'existence de contacts téléphoniques réguliers reste à l'état de pure allégation pour ne pas être documentée par la moindre pièce justificative, le seul fait que le père de Monsieur ..., dont il est constant en cause qu'il n'habite plus au Togo depuis près de 19 ans, ait rendu visite à son fils au Togo à des intervalles irréguliers, à savoir en 2006, 2012, 2015 et 2017, n'est pas suffisant pour établir l'existence dans le chef des demandeurs d'une vie familiale effective, mais tout au plus l'existence de liens affectifs normaux qui caractérisent les relations d'une personne adulte avec sa famille.

A cela s'ajoute qu'il est constant en cause que Monsieur ... vit depuis près de 19 ans avec une partie de sa famille paternelle au Togo, de sorte qu'il doit être considéré comme ayant des attaches familiales et sociales dans son pays d'origine.

Les demandeurs ne soumettent dès lors pas d'éléments de nature à retenir qu'il existe entre eux, au-delà de leurs liens affectifs normaux, des liens de dépendance indispensables justifiant la protection prévue à travers l'article 8 de la CEDH.

Il s'ensuit que le moyen tendant à l'annulation de la décision déferée pour être intervenue en violation de l'article 8 de la CEDH est également à rejeter pour ne pas être fondé.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de rejeter le recours en annulation pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours principal en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation ;

condamne les demandeurs aux frais et dépens.

⁵ Cour adm. 15 mars 2015, n° 40345C du rôle, cité par les demandeurs.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 27 janvier 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 27 janvier 2020
Le greffier du tribunal administratif